



Lettre n°50 du 15 juin 2018

Au sommaire :

- **Face à l'arrogance de dingue du pognon, vive la lutte des cheminots, de tous les travailleurs**  
*Laurent Delage*
- **1968-2018, « Ils commémorent, on recommence » ? Et si nous mettions l'imagination au pouvoir ?**  
*Yvan Lemaitre*

## Face à l'arrogance de dingue du pognon, vive la lutte des cheminots, de tous les travailleurs

Macron vient à nouveau d'étaler son mépris, sa crasse sociale, par tweet cette fois : « *On met un pognon de dingue dans des minima sociaux, et les gens sont quand même pauvres. On n'en sort pas. Les gens qui naissent pauvres restent pauvres. Ceux qui tombent pauvres, ils restent pauvres* »... après un couplet sur la « *désresponsabilisation* » des pauvres car il faut bien que ce soit leur faute !

Cynisme, mépris, arrogance, tandis qu'il arrose de 5 milliards de cadeaux fiscaux les ultras-riches avec la fin de l'ISF et la limitation de l'imposition de leurs portefeuilles d'actions. Les coupes sombres prévues dans les budgets sociaux avec le plan CAP22 représentent 30 milliards d'après les Echos.

Le bilan de cette politique est insupportable. Entre 1998 et 2015, le niveau de patrimoine a diminué de 31 % pour les 10 % les plus pauvres de la population. Près de 9 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté, dont beaucoup de femmes seules avec leurs enfants. Les raisons sont connues, ce sont les salaires minables, la généralisation de la précarité, les licenciements, pour que la classe que sert Macron continue d'accumuler un « *pognon de dingue* » sur le dos de toute la collectivité !

Mais la com de Macron ressemble bien trop à celle des DRH dans les entreprises... et elle se retourne contre l'envoyeur, alors que la grève des cheminots impacte profondément la situation sociale et politique, encourageant la contestation, l'expression de bien des mécontentements.

Ce mouvement témoigne d'une détermination et d'une révolte profondes, après 30 jours de grève pour ceux qui suivent le calendrier et bien plus pour ceux partis en

reconductible, malgré la CFDT qui appelle à reprendre les jours du bac et malgré le train-train et l'absence de perspective de l'intersyndicale. C'est un mouvement de contestation qui se moque du Sénat et de l'Assemblée, et où une minorité agissante de militants de la grève prend son mouvement en main, fait de la politique, agit pour tisser les liens avec toutes les équipes militantes.

### Rien à attendre du « dialogue social », retrait de la loi ferroviaire

Ces derniers jours, les manœuvres sont allées bon train avec la prétendue « bataille d'amendements » avant l'adoption de la loi par le Sénat, puis le 13 par l'Assemblée avec 452 voix contre 80... Comme si il y avait le moindre suspens, comme si ce jeu institutionnel n'était pas organisé pour appliquer les sales coups du gouvernement.

La presse a fait sa campagne sur la « *sortie de crise* », expliquant que le « *Sénat a envoyé des gages aux syndicats réformistes* », suite aux manœuvres de couloir de la CFDT ou de l'UNSA. Et quels gages ! Borne a soi-disant accepté d'intégrer le caractère « *incessible* » des capitaux publics de la future SNCF dans le texte de loi... Qui peut y croire, alors que le gouvernement prévoit dans le même temps de privatiser complètement Engie, Aéroport de Paris et la Française des Jeux avec sa loi PACTE ? Sans compter qu'un passage en Société Anonyme avec des capitaux publics ou privés reste une privatisation, l'Etat actionnaire n'est pas plus tendre avec les travailleurs et exige autant de dividendes que les autres.

Le gouvernement maintient sa politique de fin du statut des cheminots et de privatisation, et en cas de passage au privé des lignes TER, où les syndicats demandaient le

volontariat, les cheminots n'auront comme choix, au bout du compte, que le transfert ou le licenciement.

Malgré les doutes sur la stratégie de la grève et son calendrier, beaucoup de cheminots veulent continuer, rendre les coups, tenir face à l'arrogance du gouvernement et de la direction de la SNCF. Les confédérations n'ont guère eu jusque là d'autre choix que d'appeler à la poursuite de la grève et la CGT cheminots vient d'annoncer qu'elle appelle à continuer en juillet. Elles poursuivent cependant la même politique : le 12 juin, après la comédie du Parlement et du Sénat, l'Intersyndicale a appelé à une journée sans cheminot non pas pour exiger le retrait de la loi ferroviaire, mais pour « *gagner de véritables négociations sur l'ensemble des sujets dans le cadre de réunions tripartites (gouvernement, patronat, organisations syndicales)* »... c'est-à-dire tenter d'arracher quelques concessions dans le cadre de la convention collective.

Une minorité est clairement convaincue après 3 mois de grève que cette politique est une impasse, d'autant plus flagrante que le pouvoir ne compte donner aucun « grain à moudre » à Berger ou n'importe quel autre, que le « dialogue social » ne sert qu'à alimenter les manœuvres du gouvernement.

Malgré les difficultés et le piège du calendrier, ces grévistes recherchent une politique pour se battre, contester la politique de Macron, en cherchant en particulier à faire vivre une réelle convergence des luttes par en bas. Comme le pointe un journaliste du Monde : « *la crainte gouvernementale que les cheminots s'installent dans une grève chronique – et de plus en plus difficile à arrêter – semble devenue une réalité* ». Inquiétude d'autant plus grande que le gouvernement comme les patrons dans les entreprises, préparent de nouvelles offensives.

### **« Même Macron, même combat » !**

Aux attaques à venir contre les aides sociales, viennent s'ajouter celles sur les retraites avec l'harmonisation par le bas des différents régimes et le passage à la retraite à points, les ponctions dans le financement des HLM estimées à 2 milliards par an d'ici 2020, les économies budgétaires dans les services publics.

Public, privé, l'offensive redouble partout pour intensifier l'exploitation, satisfaire la finance. A Ford Blanquefort, après des mois de silence, la direction est venue annoncer, lors d'un CE consacré à « *l'avenir de l'usine* », sa fermeture d'ici septembre 2019 avec « Plan Social » à partir du 26 juin, menaçant de jeter près de 900 travailleurs à la rue. Brutalité et cynisme, tandis que les pouvoirs publics font lanterner les salariés en leur promettant un éventuel « repreneur » dont Ford n'a que faire.

Seule l'intervention des travailleurs peut changer les choses. Le 13 juin, devant la Préfecture de Bordeaux où se tenait un comité de suivi avec la Direction, la CGT Ford appelait à un rassemblement : des équipes de cheminots, des postiers en bagarre contre la répression à la Poste, des salariés du public et du privé, les équipes militantes

de la convergence, étaient là pour affirmer aux côtés des Ford que nos luttes n'en sont qu'une.

Les mêmes se retrouveront pour préparer la manifestation du 30 juin « *contre la fermeture, contre les licenciements* », appelée par la CGT Ford qui invite Metal Aquitaine, GMS, Bosch Rodez à se joindre à eux. L'enjeu est bien d'exprimer la colère des travailleurs face aux actionnaires et au gouvernement qui les sert, de la rendre contagieuse.

La lutte à l'hôpital psychiatrique du Rouvray, qui a débouché sur 30 créations de postes et deux nouvelles unités de soin après plusieurs mois de lutte et 15 jours de grève de la faim de plusieurs militants, témoigne elle aussi de la situation. Face à des conditions de travail et de soins insoutenables, au mépris et à l'indifférence du gouvernement et des autorités, les grévistes ont pu compter sur le soutien des cheminots, des dockers, des équipes de grévistes qui cherchent aujourd'hui à construire la convergence et ont su gagner l'opinion publique. Ce soutien concret, militant, a nourri leur détermination et a obligé la ministre à lâcher.

Bien au-delà des cheminots, le climat social encourage des travailleurs à exiger leur dû. Malgré les pressions, les doutes, le manque de confiance, des grèves éclatent ça et là, comme dans les centres de tri courrier cette semaine, dans des cliniques, sur les salaires, les conditions de travail, pour des embauches, ou se poursuivent comme la grève à la Poste, en particulier dans le 92... Dans bien des entreprises, les salariés en ont assez des bas salaires, du mépris, des discours permanents sur les « gains de productivité », la mise en concurrence, les méthodes de management.

Les appareils syndicaux et politiques sont bien obligés de prendre en compte l'aspiration à faire converger les mouvements. Les rencontres de grévistes d'une entreprise à l'autre, la venue de militants dans les AG d'une lutte à l'autre, entraînent de nouveaux militants, même si elles sont le fait d'une petite minorité consciente de la nécessité de tisser des liens pour diffuser le virus de la contestation, sortir des corporatismes, informer, donner confiance.

La pression de la grève, la politique de Macron, obligent les directions syndicales à de nouvelles initiatives. Le 28 juin, la CGT, FO, Solidaires appellent à une journée interprofessionnelle avec la perspective de préparer dès maintenant la rentrée sociale. Quels que soient leurs calculs, cette journée sera une occasion importante pour les équipes militantes de la convergence, les cheminots, les travailleurs, pour affirmer la lutte commune contre Macron, pour la défense des intérêts généraux des travailleurs.

Nous pouvons en faire une étape de la convergence des luttes, un combat commun pour préparer l'affrontement avec les patrons et leur gouvernement et rassembler celles et ceux qui prennent conscience de la nécessaire rupture avec la politique du dialogue social.

*Laurent Delage*

## 1968-2018, « Ils commémorent, on recommence » ? Et si nous mettions l'imagination au pouvoir ?

Au cours du mouvement de ces dernières semaines, alors que l'évocation de 68 ou du mythe soixante-huitard était dans les esprits, est apparu en réponse aux commémorations, nostalgies ou travestissements, un slogan sympathique, « *Ils commémorent, on recommence* ». Il exprime la continuité de nos combats, leur jeunesse, mais avons-nous vraiment envie de recommencer soixante-huit ? Un soixante-huit qui réussisse ? Qui aille jusqu'au bout ? Oui, certes mais ce sera bien autre chose que 68, radicalement différent. Les révolutionnaires ne souhaitent pas recommencer, ni imiter le passé. Nous ne militons pas sous la domination des mythes mais en nous armant de la compréhension des forces, faiblesses et limites du passé pour trouver dans le présent la capacité de les dépasser pour construire l'avenir.

« *Aller jusqu'au bout* », ça veut dire quoi ? Le pouvoir aux travailleurs pour une transformation révolutionnaire de la société, en réalité tout autre chose que 68 au cours duquel, même si ce fut un processus révolutionnaire, personne ne se posa pratiquement la question du pouvoir. La poser exige des rapports de force mais aussi un niveau de conscience, d'organisation, radicalement différents de l'état d'esprit qui était le nôtre y compris pour les plus engagés.

A l'immaturation des conditions objectives et subjectives au sein de la classe ouvrière répondait un volontarisme nourri d'illusions, d'incantations ou de proclamations, le gauchisme soixante-huitard, un vivant élan révolutionnaire plein d'initiative, d'audace, de créativité mais qui resta prisonnier de ses rêves sans aller jusqu'au bout, se donner les moyens de les réaliser sur terre, hic et nunc, ne serait-ce qu'en s'attelant à la construction d'un parti.

Plutôt que de recommencer, peut-être s'agit-il surtout de faire du neuf pour dépasser les limites d'une époque et de ses acteurs, nos propres limites, tourner la page, mettre l'imagination au pouvoir pour anticiper les bouleversements à venir que porte en elle la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés.

Dans les faits, en défiant les classes dominantes, la jeunesse étudiante, les millions de grévistes, quel que soit leur propre niveau de conscience, donnaient une grande force au deuxième acteur de mai 68, les idées de la révolution dans le langage de la vie, de la lutte, sans dogme.

Les partis de la gauche traditionnelle et les syndicats réformistes, principalement le PC et la CGT, surent préserver leur influence, domestiquer et canaliser « *cette irruption des masses* », mais ils ne purent les empêcher d'écrire l'actualité de la révolution, la nécessité d'en finir avec le pouvoir d'une minorité de parasites qui s'approprient l'essentiel des richesses produites par l'immense majorité de la population qu'ils dépossèdent du droit de jouir des fruits de son propre travail.

Revenir sur Mai 68 est indispensable pour construire le fil rouge de notre combat, sa continuité, un indispensable détour aussi pour comprendre 2018. Revenir sur les origines du mouvement, les forces qui l'ont produit nous aide à comprendre comment, dans l'époque que nous vivons, très différente de celle de 68, peuvent mûrir non seulement les conditions d'une explosion sociale mais d'une lutte pour le pouvoir des travailleurs, un mois de mai qui réussisse...

C'est de cette concordance décalée entre les années qui précèdent 68, 68 elle-même et le moment politique que nous vivons aujourd'hui qui explique l'écho que rencontre son cinquantième anniversaire. La nouvelle génération qui depuis 2016 fait ses armes dans la lutte a besoin de se trouver une boussole, une filiation aussi.

Elle ne trouvera cependant la force des tâches immenses qui sont devant elle que si plutôt que de chercher à recommencer ou à imiter, c'est-à-dire caricaturer, elle se construit sa propre pensée en toute lucidité sur le passé. La lucidité n'exclut pas la solidarité, bien au contraire. Pourquoi ou comment le mouvement révolutionnaire a-t-il laissé échapper l'occasion de jeter les bases d'un parti des travailleurs ? Pourquoi ensuite n'a-t-il pas su ou pu profiter de la crise chronique des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le Parti socialiste et le Parti communiste, pour entraîner une fraction de la classe ouvrière ? Quelles conséquences et implications cela a-t-il aujourd'hui ?... Autant de questions incontournables pour armer le mouvement révolutionnaire face à la nouvelle époque.

### Une explosion spontanée ou un mouvement longuement mûri ?

Quand des dizaines de milliers de jeunes ouvrent brusquement les yeux sur la réalité du pouvoir en place en s'affrontant courageusement à son appareil d'Etat, quand des millions de travailleurs s'engouffrent dans la grève, sans obéir à un quelconque mot d'ordre venu d'en haut, le mouvement prend le caractère d'une explosion sociale spontanée. Cette spontanéité est en fait l'expression du niveau de conscience collectif façonné par les évolutions globales de la société, les luttes sociales qu'elles provoquent, les prises de conscience individuelles qui se nourrissent les unes les autres, un échauffement collectif qui brusquement franchit un seuil qualitatif, la coagulation des colères dirait-on aujourd'hui, c'est l'explosion que chacun sent venir mais qui surprend cependant.

Cette évolution des esprits n'était pas propre à la France, mais le produit de transformations à l'échelle internationale, tant sur le plan politique que sur le plan économique.

L'année 68 est celle de nombreux mouvements de contestation de l'ordre impérialiste dans le monde entier mais aussi de l'ordre stalinien en Europe de l'Est, contestation de l'ordre mondial que les grandes puissances ont construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

A l'origine, la vague de fond qui a fait mûrir cette crise se forme à partir des luttes d'émancipation des peuples coloniaux. Ces centaines de milliers de déshérités qui à Cuba, en Algérie, en Chine et au Vietnam tiennent tête à l'impérialisme, soulèvent l'enthousiasme.

Aux Etats-Unis, à partir de 1965 se développe la lutte contre la guerre du Vietnam menée principalement par les étudiants alors que la lutte du mouvement noir pour les droits civiques est à son apogée et reprend à son compte la lutte contre la guerre.

Le soulèvement de la jeunesse étudiante dans de nombreux pays encourage à son tour d'autres mouvements sociaux comme en France ou en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Amérique Latine ou bien dans les pays d'Europe de l'Est soumis aux régimes des bureaucrates staliens.

Face aux révolutions des pays coloniaux, le stalinisme se survivant à travers la coexistence pacifique avec les USA connaît une crise profonde qui se traduit par le schisme, au sein du mouvement dit communiste, entre l'URSS de la contre-révolution et Mao, chef de la Chine indépendante, et aussi la Yougoslavie. Les rivalités d'intérêts nationaux contradictoires, ceux de la bureaucratie stalinienne et du nouveau pouvoir chinois ou de Tito en Yougoslavie ouvrent une crise idéologique dans l'Eglise stalinienne, point de départ d'une politisation qui cherche à sortir des dogmes établis. Une fraction de la petite bourgeoisie étudiante ou intellectuelle s'en empare pour exprimer ses aspirations anti-impérialistes, se détourne du PCF bien timoré face aux guerres coloniales.

Cette contestation du stalinisme et de ses sous-produit ont cependant bien du mal à trouver le chemin du marxisme comme théorie de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes y compris au sein du mouvement trotskyste si on excepte Voix ouvrière, l'ancêtre de Lutte ouvrière.

C'est ainsi que la dite révolution culturelle et ses aberrations, organisée par Mao et l'Etat chinois contre la classe ouvrière et la population pour embrigader et mobiliser les masses derrière l'Etat, deviendra un mythe hors de toute réalité de la lutte de classe. Cette confusion, sous-produit du stalinisme ou de l'idéologie des mouvements de libération nationale, ne préparait pas les consciences à un travail concret et pratique au sein de la classe ouvrière.

### **«10 ans, ça suffit ! »**

Dans ce contexte international, ces dix années qui ont vu De Gaulle s'imposer au pouvoir avec le soutien du PS, suite au putsch des généraux en 58, façonneront les consciences de celles et ceux qui seront les acteurs de mai 68.

La bourgeoisie française était sortie de la guerre dans le camp des vainqueurs, mais elle n'était plus qu'une bour-

geoisie de deuxième ordre, obligée de faire appel aux capitaux américains pour reconstruire son appareil économique et bientôt confrontée à la révolte des peuples des colonies. S'ouvrait alors la période des sales guerres coloniales, d'abord la guerre et la déroute de l'Indochine où la France laissa la place aux USA, puis la guerre d'Algérie.

La lutte contre la guerre d'Algérie puis contre la guerre du Vietnam furent des moments de politisation et de radicalisation d'une fraction de plus en plus large de la jeunesse de tous les pays. Cette révolte ne laissa pas la classe ouvrière indifférente, même si c'est surtout sur le terrain économique qu'elle prit conscience de la nécessité d'entrer en lutte pour exiger de bénéficier du progrès économique alors que la bourgeoisie prospérait. Elle avait, par son travail, produit toutes les richesses que la bourgeoisie avait accaparées pendant les deux premières décennies des « trente Glorieuses » qui furent surtout glorieuses pour les profits. Il était temps qu'elle exige sa part.

C'est de la conjonction de la révolte entre la jeunesse, politisée au contact des générations qui s'étaient battues contre la guerre d'Algérie, qui ne peut trouver sa place dans une société figée, réactionnaire, s'incarnant dans le pouvoir de De Gaulle, et l'exaspération de la classe ouvrière, que naissent les événements de mai 1968. Le mécontentement accumulé, jusqu'alors contenu, brusquement se libère, explose, bouleverse l'ordre établi, commence à prendre conscience de lui-même et à s'organiser...

### **Forces et limites de mai 68, une révolution qui ignorait la question du pouvoir**

L'irruption de la classe ouvrière sur le plan politique, la grève générale ou la généralisation de la grève n'ont été le fruit d'aucune décision d'Etat-major mais bien le résultat à la fois d'une exacerbation du mécontentement et d'une maturation des consciences qui se dégagent de l'emprise des appareils et les contraignent à bousculer leur routine.

La limite de cette intervention de la classe ouvrière, c'est qu'elle ne prit conscience que tardivement et de façon partielle du véritable rôle joué par ces appareils dont principalement la direction de la CGT.

Cette dernière put ainsi, sans grande résistance, transformer ce qui était une grève générale en une somme de grèves particulières. Ce fut tardivement, lorsque l'appareil stalinien usa de tous les moyens pour faire reprendre le travail, qu'il se heurta à la résistance d'une partie des grévistes qui se refusaient à brader leur mouvement. Même dans des usines considérées comme des fiefs du PC et de la CGT, les manœuvres des bureaucrates pour la reprise du travail se heurtèrent à l'opposition d'une partie des travailleurs. Mais leur résistance fut désarmée car ils n'eurent pas le temps ni la ressource de créer leurs propres formes d'organisation, des comités de grève, qui leur auraient permis de déjouer les manœuvres des appareils.

Franchir cette étape ne peut se faire sans l'intervention politique consciente et préparée d'une fraction du monde du travail organisée en parti, qui a en tête les possibles

évolutions de la lutte, qui s'y est préparée en se donnant les moyens d'intervenir dans les mouvements, en ayant une compréhension claire de rapports de classe, de leurs contradictions, des questions centrales autour desquelles se joue l'issue de la grève générale et qui se pose la question du pouvoir.

### **Et si nous faisons notre bilan ?**

En quelques semaines, c'est tout un courant d'opinion qui s'est affirmé à la gauche du PCF, enthousiasmé par les idées de la lutte et de la révolution, rejetant la politique timorée et sectaire des dirigeants staliniens et la politique des réformistes de la SFIO discrédités par leur rôle dans la guerre d'Algérie. Quelque chose de neuf pouvait naître.

Certes, les différents courants de l'extrême-gauche connurent un brusque développement mais sans être capables de dépasser l'horizon étroit de leurs rivalités, par trop convaincus des vertus du verbe. S'étant construits pendant de longues années isolés de la classe ouvrière à travers des batailles idéologiques, ils ne surent relativiser leur désaccords pour dégager une perspective commune, celle d'un parti des travailleurs.

Le poids encore très présent du stalinisme qui considérait la classe ouvrière comme sa chasse gardée et ne reculait pas devant les calomnies voire les agressions physiques contre les révolutionnaires en est pour beaucoup responsable. Mais la brutalité des staliniens n'explique pas tout.

Les groupes révolutionnaires ne furent pas capables de faire face à une telle situation. Non parce qu'ils étaient numériquement faibles mais parce qu'ils n'étaient pas préparés politiquement à y faire face, parce qu'à l'instant où leurs idées trouvaient un écho de masse, ils se trouvaient prisonniers de raisonnements et de comportements passés qui les paralysaient et stérilisaient leur intervention. Aucun groupe révolutionnaire n'était en mesure de capitaliser et d'organiser les dizaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers, qui se tournaient vers les idées révolutionnaires mais qui étaient bien en peine de choisir entre tous ces groupes. Regrouper les forces des gauchistes comme l'on nous désignait alors était une nécessité. Cela ne fut pas possible.

Les groupes révolutionnaires ne surent pas se hisser à la hauteur des intérêts généraux du mouvement restant prisonniers de leur raisonnement de petits groupes habitués à se définir par rapport ou en rivalité avec les autres plutôt que de mettre au premier rang de leur travail les liens avec la classe ouvrière, l'unité nécessaire pour y parvenir.

La pensée révolutionnaire avait bien du mal à exister entre le dogme stalinien et ceux des nationalistes staliniens, maoïstes, castristes ou autres. La difficulté à penser la classe ouvrière comme classe révolutionnaire, à lier son sort à elle, à s'adresser à elle dans son ensemble, à accompagner son évolution, ses expériences concrètement.

Par la suite, les mêmes défauts eurent les mêmes conséquences malgré les occasions qui se présentèrent tant en 1995, après les années Mitterrand ou en 2002 ou 2007 alors qu'une large fraction du monde du travail se détour-

nait de l'union de la gauche pour se tourner vers LO et la LCR. Ces possibilités ne purent pas donner leur pleine mesure du fait des divisions héritées de la longue histoire post-soixante-huitarde et de l'état d'esprit correspondant qui a perduré et perdure. Chacun défend son histoire, la justifie, brandit des divergences cuites et recuites, reste prisonnier de sa propre famille, de sa propre histoire au point même de considérer un désaccord comme une menace qu'il faut exclure, museler plutôt que de l'intégrer dans une dynamique démocratique.

La seule voie pour dépasser cet état de fait ou du moins y travailler est de rompre avec tout ce qui a fait la faiblesse du mouvement révolutionnaire pour se donner les moyens de se tourner résolument vers la classe ouvrière, défendre, mettre en œuvre une politique qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs, hors du cadre syndical, créer un cadre organisationnel ouvert, dynamique, démocratique.

### **2018, une nouvelle époque et les tâches des révolutionnaires, des militants du mouvement ouvrier**

La page de la longue période de l'après-68 est tournée. L'évolution sociale et politique tant au niveau hexagonal qu'europpéen et mondial ont radicalement changé la donne pour céder la place à de nouveaux rapports de force, de nouvelles contradictions dont nous avons tout lieu de penser qu'elles portent en elles une nouvelle explosion sociale.

Les transformations qui ont suivi la grande crise de 2007-2008, le capitalisme financier mondialisé, exacerbent les tensions sociales et politiques. Les évolutions de conscience s'opèrent dans un cadre et un contexte qui n'ont rien à voir avec celui d'avant 68. Loin d'être dominé par l'orthodoxie et les dogmes staliniens, maoïstes ou castristes, ceux des luttes de libération nationale, le tiers-mondisme, ce sont aujourd'hui les rapports de classes, la concentration inouïe de richesses entre les mains d'une minorité, le renforcement des antagonismes de classes, l'offensive réactionnaire mondialisée des classes dominantes, les guerres, le drame des migrants ou la crise écologique qui sont au cœur des préoccupations et se posent au niveau international.

Ici, les évolutions des consciences se font à travers les luttes que nous connaissons depuis 2016, une nouvelle génération fait ses armes et apprentissages à la fois dans les conflits locaux, les mille formes de résistances quotidiennes à l'exploitation ou à travers les mobilisations contre la loi travail, aujourd'hui la grève des cheminots, les luttes des postiers, des hospitaliers, la convergence des luttes... A travers ces mobilisations une fraction du monde du travail se détache des appareils, prend ses affaires en main, se politise sur le terrain de la lutte de classe. Macron et son arrogance en sont un puissant catalyseur...

Une nouvelle génération cherche des idées, une politique, des liens militants tout en ayant une méfiance des organisations politiques. Elle n'aime pas qu'on lui fasse la

leçon, elle a besoin de faire sa propre expérience à partir de sa propre lutte et non des proclamations ou incantations gauchistes.

L'aider suppose que nous tournions la page de l'esprit gauchiste soixante-huitard, celui de courants minoritaires, opposants aux réformismes, aux appareils toujours perçus le plus souvent comme ceux qui disent ce qu'il faudrait faire plutôt que d'organiser pratiquement les travailleurs, de partir de leur expérience, de leur niveau de conscience, des possibilités réelles alors qu'eux-mêmes sont incapables de se rassembler. Le mouvement révolutionnaire a la possibilité aujourd'hui de changer d'échelle, de cesser d'être les éternels minoritaires pour gagner en crédibilité, devenir un embryon de parti de masse.

Cette métamorphose du mouvement révolutionnaire ne pourra s'opérer que dans la confrontation large et démocratique de tous les points de vue et dans la recherche systématique des collaborations en vue d'un rassemblement démocratique et révolutionnaire de toutes les tendances du mouvement.

Pour développer toutes les possibilités qui s'offrent à nous, pour nous dégager des étroitesse qui amènent

chacun à théoriser une forme ou une autre du sectarisme, il faudrait mettre en commun nos capacités, discuter du programme et du fonctionnement permettant le regroupement de toutes les tendances, leur expression dans une même presse... C'est ainsi que les idées du marxisme prendront un contenu actuel et seront à nouveau des armes efficaces dans les mains des travailleurs et de la jeunesse. Du moins si nous sommes à même de les penser, de les faire vivre non comme une proclamation messianique, une affirmation communiste révolutionnaire mais bien comme l'expression du mouvement réel de la société pour paraphraser Marx.

C'est ainsi qu'à des rythmes et avec des difficultés que personne ne peut prévoir, les révolutionnaires tisseront des liens solides avec cette nouvelle génération, sauront apprendre d'elle pour se dégager des schémas tout faits, lui offriront un cadre ouvert et démocratique pour se former, militer, partager les expériences, s'approprier par elle-même les idées du socialisme et du communisme.

La bataille est sur les rails...

*Yvan Lemaitre*